

AI Index: PRE 01/326/2008  
24 December 2008

## **Pakistan. L'année écoulée depuis l'assassinat de Benazir Bhutto illustre l'incapacité du gouvernement à faire face aux attentats**

Le premier anniversaire de la mort de Benazir Bhutto, le 27 décembre, marque un an d'inefficacité des dirigeants pakistanais, qui n'ont pas réussi à faire en sorte que des enquêtes soient menées sur cet assassinat et d'autres homicides de civils et de personnalités politiques, ni à engager de poursuites contre les responsables de ces agissements, a déclaré Amnesty International ce mercredi 24 décembre.

L'organisation a renouvelé sa condamnation de ceux qui ont assassiné Benazir Bhutto et d'autres membres du Parti du peuple pakistanais (PPP) il y a un an.

« *La population pakistanaise a beaucoup souffert des attentats des groupes armés, a déclaré Sam Zarifi, directeur du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International. Ce serait rendre hommage à Benazir Bhutto et aux autres victimes de ces attaques que de mener de véritables enquêtes et de juger les responsables, dans le respect des normes internationales. Les responsabilités doivent être établies pour aider le peuple pakistanais à surmonter le traumatisme national qu'a suscité cet assassinat.* »

Des centaines de milliers de personnes s'apprêtent à rendre hommage à Benazir Bhutto en ce jour anniversaire. Le 27 décembre a été décrété jour férié.

Son époux, le président Asif Ali Zardari, a déclaré qu'il œuvrerait au renforcement de l'état de droit en mémoire de sa femme. Cependant, il a entrepris peu de démarches pour palier les insuffisances de la lutte contre le terrorisme de son prédécesseur, le général Pervez Musharraf. La stratégie mise en œuvre par le Pakistan pour lutter contre le terrorisme repose encore sur des pratiques illégales telles que les arrestations arbitraires et les détentions au secret, les disparitions forcées et le transfert de Pakistanais et d'étrangers dans des pays tiers.

« *En ayant recours à de telles violations des droits humains, les autorités pakistanaises, et leurs services de renseignements, ont failli à l'obligation qu'elles ont de protéger la population à l'intérieur et à l'extérieur du pays contre les attaques de groupes opérant en dehors du territoire pakistanais* », a déclaré Sam Zarifi.

Amnesty International est tout à fait consciente des menaces qui pèsent sur la sécurité de la population pakistanaise, et elle reconnaît pleinement le droit et le devoir qu'ont les autorités pakistanaises d'empêcher et de sanctionner les crimes, y compris les crimes de sang que sont les actes de terrorisme. Cependant, l'organisation considère que le respect de la primauté de la loi et des droits humains ne peut que renforcer la capacité du gouvernement à protéger la population pakistanaise.

Amnesty International a appelé toutes les institutions du gouvernement pakistanais, y compris les élus, l'armée et les puissants Services du renseignement de l'armée pakistanaise (ISI), à coopérer aux efforts

déployés pour mettre fin aux attentats contre les civils à l'intérieur et à l'extérieur du pays. L'organisation a demandé au président Zardari de :

- faire en sorte que des enquêtes exhaustives, transparentes et indépendantes soient menées sur les assassinats politiques, y compris celui de Benazir Bhutto, et sur les autres homicides illégaux et attentats-suicides ;
- mettre fin à la pratique des disparitions forcées et de faire libérer les personnes détenues à moins qu'elles ne soient inculpées d'infractions pénales prévues par la loi ;
- de soumettre les services de renseignements pakistanais à une surveillance adéquate, et de demander des comptes aux responsables de l'État soupçonnés d'avoir donné l'ordre que des violations des droits humains soient perpétrées ou d'en avoir eux-mêmes commis.

*« Les autorités pakistanaises ont changé plusieurs fois de politique, a souligné Sam Zarifi. À certains moments, elles ont ménagé excessivement les groupes insurgés, ce qui a permis à ceux-ci de contrôler de facto de grandes portions de la population et du territoire du pays. À d'autres occasions, les leaders pakistanais ont eu recours contre les insurgés armés à des pratiques abusives telles que des disparitions forcées et des opérations militaires brutales qui ont fait de nombreuses victimes parmi les civils.*

*En 2009, le gouvernement pakistanais et ses soutiens internationaux devront centrer leurs efforts sur le renforcement de l'état de droit et de l'indépendance de la justice, sur la nécessité de demander des comptes à l'armée et aux services de renseignements et sur la coopération avec les pays voisins et la communauté internationale pour réduire l'activité des groupes opérant en-dehors du territoire pakistanais. »*